

Dans les rouages d'une politique de démantèlement

IRÈNE SADOWSKA-GUILLON

Depuis sa création, la Maison d'Europe et d'Orient à Paris traverse une histoire jalonnée de coupes, de suppressions de subventions et de tentatives de délogement. D'alerte en alerte, de pétition en pétition, toujours en sursis et dans la précarité malgré un bilan d'activités impressionnant, elle voit les soutiens de l'État amputés d'un tiers en 2012. Aujourd'hui, face au régime culturel de soustraction (à quand la liquidation totale ?), la MEO est acculée aux limites de la résistance et à la réalité d'une possible fermeture. La promotion de la diversité culturelle n'est-elle donc plus de mise ? Est-ce cela, le changement ?

Fondée en 1985 par la compagnie l'Espace d'un instant, dirigée par Céline Barcq et Dominique Dolmieu, la Maison d'Europe et d'Orient est un pôle multiculturel de production et de diffusion de la création théâtrale entre l'Europe de l'Ouest, de l'Est, l'Asie centrale et le monde méditerranéen.

En 2002, elle se dote d'une maison d'édition et en 2004 s'installe dans le 12^e arrondissement de Paris, dans des locaux loués à la Ville. Cette structure indépendante regroupe librairie, galerie, bibliothèque, centre de ressources, Eurodram (réseau européen de traduction théâtrale), maison d'édition, compa-

gnie l'Espace d'un instant, salle à usages multiples. C'est aujourd'hui la principale maison d'édition francophone pour la dramaturgie de l'Europe de l'Est et de l'Orient, avec 220 textes de 172 auteurs balkans, chypriotes, biélorusses, kosovars, turcs, roms, tchéchènes..., publiés dans 83 livres.

Son centre de ressources recèle plus de 3 000 textes dramatiques en langue originale et en traduction. Son réseau de traduction théâtrale, premier en France à bénéficier du soutien de la Communauté européenne, regroupe près de 300 membres répartis en 36 comités linguistiques, et fait circuler environ 300 textes chaque année dans la zone Europe, Méditerranée, Asie centrale. Depuis bientôt quinze ans, la MEO développe en Europe et au-delà un réseau extrêmement vaste de collaboration et de partenariat avec des institutions culturelles, théâtres, festivals, compagnies dont elle a accueilli de nombreuses créations. Partenaire d'importantes publications (anthologies, dictionnaires de théâtre contemporain), elle a à son actif l'*Anthologie du théâtre du Caucase* et les premières anthologies en français du théâtre turc, biélorusse, polonais, croate.

Menacée à plusieurs reprises de suppressions ou de coupes des subventions de base, elle a survécu grâce aux interventions à répétition d'artistes et de politiques. Elle est à nouveau dans le collimateur du calcul froid de la politique des sacrifices à la « crise ». Alors que de nombreuses collaborations, activités, projets de création sont programmés et certains déjà entamés à l'étranger, à Madrid, Athènes, Nicosie (en zone turque), Erevan, en Angleterre et en France, les soutiens étatiques en décroissance vertigineuse mettent la Maison d'Europe et d'Orient dans l'impossibilité de payer son loyer, au risque de se retrouver à la rue.

DOMINIQUE DOLMIEU / PAROLES SUR LE VIF

Constat d'une situation affligeante avec le directeur de la Maison d'Europe et d'Orient.

Depuis le dernier trimestre 2012, nous ne pouvons plus payer les charges sociales ni le loyer des locaux qui appartiennent à la Ville de Paris. Nous n'avons pas reçu la subvention municipale, dont 95 % sont absorbés par le loyer annuel, que la ville récupère ainsi. De plus, avec le renouvellement du bail, on nous réclame rétroactivement le loyer révisé en hausse. Nous avons postulé pour des locaux qui se sont libérés dans le Viaduc des arts. Mais la Ville de Paris les a attribués à des marchands de matelas de luxe, c'est beaucoup plus rentable.*

Ces baisses des soutiens publics nous ont obligés à réduire la production, le personnel (de sept à cinq personnes), les

publications de livres, de quinze à six titres. Depuis un an on ne signe plus de contrats avec les auteurs. Cette situation entraînera à court terme des licenciements et des pertes de revenus pour une quantité d'acteurs, d'auteurs et de traducteurs, sans compter la disparition de 17 000 livres qui passeront au pilon. Si la Maison d'Europe et d'Orient doit fermer, la compagnie l'Espace d'un instant ne pourra assumer seule la logistique, la coordination de plusieurs axes d'activités, des collaborations, des projets communs à monter et à suivre, ni la gestion des contacts.

Nous avons lancé une campagne de soutien auprès des ministères de la Culture de la quasi-totalité des pays de l'Europe centrale et orientale. Plusieurs ministres de la Culture de ces pays ont écrit à leur homologue fran-

çais. Nous avons écrit également à l'ensemble des présidents des groupes interparlementaires à l'Assemblée et au Sénat. Quelques-uns ont répondu. Nous avons le soutien de nos partenaires, des institutions, des compagnies, d'artistes étrangers et français, mais aussi d'organismes socioculturels et du milieu associatif. J'ose espérer que Bruno Julliard, chargé de la culture à la Ville de Paris, a compris que la Maison d'Europe et d'Orient était indispensable à l'identité culturelle parisienne. Aura-t-il le courage de rompre avec la politique de vitrine de luxe installée par son prédécesseur ?

Comment arrêter le couperet ?

Nous avons tiré nos dernières cartouches. Nous continuons le combat, un peu lassés d'appeler sans cesse au



BALLOONS NOT DEAD DE DEJAN DUKOVSKI, MIS EN SCÈNE PAR DOMINIQUE DOLMIEU. © GRÉGOIRE DE CHANTREUIL



LE DÉMON DE DEBARMAKO, DE GORAN STEFANOVIĆ, MISE EN SCÈNE BOJAN VOJKO DOUMBEJ AU THÉÂTRE DE L'OPPRIMÉ, 2013

secours, de voir les députés et les responsables culturels faire un pas en avant et deux en arrière. On se sent impuissant face à l'arrogance d'une politique culturelle totalement décomplexée. Il y a quelques années on trouvait ici et là des élus, des agents des collectivités, des chefs de cabinet, des chargés de mission qui avaient une éthique, une énergie, des convictions, et assumaient leurs responsabilités. Aujourd'hui, c'est exceptionnel, la plupart sont déconnectés de ce qui se passe et ne mettent jamais les pieds dans des lieux indépendants. Il n'y a plus de politique culturelle, juste la gestion d'une catastrophe dont on ne voit pas l'issue.

Un dialogue qui dérange ?

Au-delà des contraintes économiques et de l'absence de volonté et de courage politiques, on peut se demander si le travail mené par la Maison d'Europe et d'Orient dans des régions géopolitiquement sensibles ne dérange pas. Il n'est sans doute pas assez conforme, ou conformiste, pour entrer dans les cadres politiques officiels. Lors de l'année de la Croatie en France, nous

avons mis en œuvre un certain nombre de manifestations autour d'auteurs croates importants comme Ivana Sajko, Slobodan Snajder: lectures et publications de textes, rencontres, etc. Alors qu'elles étaient programmées au Centre Georges-Pompidou, à la Comédie-Française, à Caen et dans des festivals, ces actions n'ont pas été soutenues.

Autre exemple, au Kosovo, le travail de théâtre documentaire d'une équipe de la MEO sur les Tsiganes français sous l'Occupation était programmé dans le cadre de la manifestation annuelle Quendera du Centre multimédia. Sous prétexte que ce spectacle nuisait à l'image de la France, l'ambassade de France à Prishtina a menacé de retirer ses fonds si la pièce n'était pas supprimée de la programmation...

On dérange beaucoup quand on fait des recherches sur les Roms, sur le Kosovo, sur la Tchétchénie. Pourtant, c'est un travail artistique qui se situe dans le cadre du dialogue entre les peuples, sans prise de position politique officielle. Mais parler de l'autodétermination du Kosovo, de la justice, de la paix, cela dérange le pouvoir. Oui, de

quoi se mêlent les artistes ? À l'heure de l'Europe en crise, repliée, recentrée, l'œil rivé sur le baromètre de la Bourse et les caprices du marché, les artistes n'ont qu'à se tenir dans les clous ou, comme dirait Kantor, à crever. ▲

Propos recueillis par I. S.-G.

* Le budget de la Maison d'Europe et d'Orient (500 000 euros) se trouve amputé d'un tiers en 2012. Parmi ses financements, celui de l'ANCS (Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des territoires) passe de 55 000 à 20 000 euros, celui du ministère de la Culture (DGCL) de 10 000 euros en 2005 à zéro euro, de la Dnac de 20 000 euros en 2006 à 10 000 euros, du DGIF de 10 000 à 8 000 euros, du CMI de 22 000 euros en 2006 à 5 000 euros, de la SDAI (Sous-direction des Affaires étrangères et internationales) de 35 000 à 10 000 euros.

• La Maison d'Europe et d'Orient
3, passage Hennele - 75012 Paris
www.sildove.org